



اللجنة التونسية للتحاليل المالية
Commission Tunisienne des Analyses Financières
Tunisian Financial Analysis Committee

Décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2017-01 du 2 mars 2017 portant principes directeurs relatifs à la déclaration des opérations et transactions suspectes

La Commission Tunisienne des Analyses Financières,

Vu la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, notamment les articles 107 , 120 et 125.

Vu le décret gouvernemental n°2016-1098 du 15 août 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Commission Tunisienne des Analyses Financières

Et après délibération,

Décide:

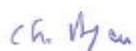
Article 1^{er} : la déclaration des opérations et transactions suspectes doit être effectuée par les personnes désignées à l'article 107 de la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015, conformément au modèle objet de l'annexe 1. La déclaration doit être accompagnée d'une copie des documents exigés relatifs à l'opération ou à la transaction.

Article 2 : La déclaration doit être remise directement au bureau d'ordre de la Commission Tunisienne des Analyses Financières dans une enveloppe fermée portant la mention " confidentiel " et accompagnée d'un bordereau d'envoi en deux exemplaires. Le bureau d'ordre de la Commission remettra un exemplaire de ce bordereau portant date et référence du dépôt de la déclaration. La référence du dépôt de la déclaration servira pour toutes les correspondances entre la Commission Tunisienne des Analyses Financières et le déclarant au sujet de cette déclaration.

Article 3 : Est abrogée la décision n°2006-01 du 20 avril 2006 relative à la déclaration des opérations ou transactions suspectes ou inhabituelles.

Article 4 : La présente décision entre en vigueur à compter du 15 mars 2017.

Le Gouverneur,
Président de la Commission Tunisienne
des Analyses Financières,


Chedly AYARI

Réservé au déclarant

Mettre le nom et le logo du déclarant

Déclaration d'opération ou de transaction suspecte

Confidentiel

Réservé à la CTAF

Déclaration d'opération ou de transaction suspecte au titre de l'article 125 de la Loi organique n°2015-26 du 07/08/2015 relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent

Références de dépôt de la DS du déclarant

Case réservée à la CTAF
Référence de dépôt de la DS

I- Déclarant

Dénomination sociale :

Prénom et Nom :

Profession/Qualité :

e-mail :

Tél :

Fax :

Adresse :

II- Correspondant

Nom & Prénom :

Tél :

Fax :

E-mail :

III- Objet de la déclaration

- Opération ou transaction suspecte susceptible d'être liée directement ou indirectement à des fonds provenant d'actes illicites qualifiés par la loi de délit ou de crime.
- Opération ou transaction suspecte susceptible d'être liée directement ou indirectement au financement de personnes, organisations ou activités en rapport avec des infractions terroristes prévues par la loi organique n°2015-26 du 07/08/2015.
- Tentative d'opération ou de transaction suspecte susceptible d'être liée directement ou indirectement à des fonds provenant d'actes illicites qualifiés par la loi de délit ou de crime.
- Tentative d'opération ou de transaction suspecte susceptible d'être liée directement ou indirectement au financement de personnes, organisations ou activités en rapport avec des infractions terroristes prévues par la loi organique n°2015-26 du 07/08/2015.
- Impossibilité de vérifier l'identité du client ou au cas où les données d'identification sont insuffisantes ou qu'elles sont manifestement fictives, conformément au dernier alinéa de l'article 108 de la loi organique n°2015-26 du 07/08/2015
- Déclaration de soupçon complémentaire à une déclaration de soupçon antérieure
- Référence et date de la déclaration de soupçon antérieure :

IV- Client ¹objet de la déclaration

Habituel

Occasionnel

Personne physique

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Lieu de naissance : Ville

Pays :

Nationalité :

N° Carte Nationale d'Identité (joindre copie) :

N° Passeport (joindre copie) :

Autre n° de référence (à préciser le type de document) :

¹ La déclaration de soupçon ne porte que sur un seul client

Situation familiale :
Prénom et nom du Conjoint :
N° de la Carte Nationale d'Identité (le cas échéant) :

Résident
 Non résident
Activité professionnelle actuelle :
Adresse principale :
Autres adresses :

Personne morale

Dénomination sociale :
Enseigne ou sigle :
Forme juridique :
Objet social :
Secteur :
Activité :
Date de création :
N° Registre de commerce :
N° Matricule fiscal :

Résident
 Non-résident

Adresse :

Ville :
Code postal :
Pays :
Tél :
Fax :
E-mail :
Site internet :

Gérant(s) ou dirigeant(s)

Nom & Prénom	Date de naissance	Pays de naissance	N° du document d'identification (CNI/Passeport)	R/NR	Fonction

Principaux actionnaires ou associés

Nom & Prénom	Date de naissance	Pays de naissance	N° du document d'identification (CNI/Passeport)	R/NR	Pourcentage de participation au capital	Pourcentage de droits de vote	Fonction

Mandataire/ Représentant légal du client (client personne physique ou morale) :

Nom :
Prénom :
Date de naissance :

Lieu de naissance : Ville Pays :
 Nationalité :
 N° Carte Nationale d'Identité :
 N° Passeport :
 Autre n° de référence (à préciser le type de document) :
 Activité professionnelle actuelle :
 Adresse :
 Mandat ou autre acte: (à préciser)
 Date :
 Document joint au dossier du client : oui non

Autres constructions juridiques :

Nom de la construction juridique :
 Forme de la construction juridique :
 Acte de création de la construction juridique :
 Adresse :

Constituant de la construction juridique :

Nom et Prénom :
 Date et lieu de naissance :
 N° Carte Nationale d'Identité :
 N° Passeport

Bénéficiaires de la construction juridique :

Nom & Prénom	Date de naissance	Pays de naissance	N° du document d'identification (CNI/Passeport)	Fonction	Parts détenues au capital	Pourcentage de droits de vote

V- Bénéficiaire effectif de l'opération ou de la transaction

Nom :
 Prénom :
 Date de naissance :
 Lieu de naissance : Ville Pays :
 Nationalité :

 N° Carte Nationale d'Identité :
 N° Passeport :
 Autre n° de référence (à préciser le type de document) :

VI- Autres personnes intervenant dans l'opération ou dans la transaction ou dans les faits

Personnes physiques liées

Nom & Prénom	Date de naissance	N° du document d'identification (CNI/Passeport)	Type de Lien

(ajouter autant de feuilles que nécessaire)

IX- Pièces jointes à la déclaration (joindre les pièces nécessaires à l'examen de la DS et dont notamment :

Libellé	Cocher (X)	Format du document	Observations du déclarant
Le dossier juridique de la relation et les pièces d'identification des personnes concernées (client, bénéficiaire, bénéficiaire effectif) et fiche « KYC » précisant le risque BA/FT.		Papier ou électronique	
Les opérations relatives aux mouvements des comptes ou des opérations réalisées :		format Excel	
1-Extraits des comptes bancaires et financiers			
2-Documents comptables, Swift, ordres des clients, chèques bancaires...		format PDF	
Documents en rapport avec la DS et les faits (Contrats, déclaration d'importation de devise, autorisation de sortie de devise, documents émanant de prestataires de services financiers)		Papier ou électronique	
Autres documents		Papier ou électronique	

Signature du correspondant² :

Signature du déclarant habilité³

Date de la déclaration :

Date de la déclaration :

² Concerne les établissements bancaires et financiers
³ Concerne les professions non financières désignées